

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1061^e
SÉANCE**

Lundi 7 novembre 1966,
à 15 h 25

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 45 de l'ordre du jour:

Souveraineté permanente sur les ressources
naturelles (suite) 241

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 45 DE L'ORDRE DU JOUR

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite) [A/5803, chap. III, sect. V; A/6430, E/3840, A/C.2/L.870/Rev.2 et Corr.1, A/C.2/L.881, A/C.2/L.884 à 886]

1. M. BADAWI (République arabe unie), parlant au nom des auteurs du projet de résolution révisé (A/C.2/L.870/Rev.2 et Corr.1), remercie les délégations qui ont retiré leurs amendements et indique la position des auteurs du projet à l'égard des amendements maintenus.

2. Parmi les trois amendements proposés oralement par la Somalie (voir 1059^e séance, par. 28), le premier, au sujet du septième considérant, n'était suscité que par une erreur qui s'était glissée dans le texte provisoire du projet révisé et qui a été corrigée dans le texte définitif; le deuxième vise à remplacer, au paragraphe 4 du dispositif, le mot "peuples" par le mot "pays", et les auteurs du projet espèrent que le représentant de la Somalie n'insistera pas sur cet amendement, car c'est bien aux peuples eux-mêmes des pays intéressés que les dispositions du paragraphe 4 doivent en fin de compte bénéficier; quant à l'amendement concernant le paragraphe 7 du dispositif, les auteurs peuvent l'accepter sans difficulté.

3. Ils sont également en mesure d'accepter l'amendement proposé oralement par le Gabon (voir 1060^e séance, par. 35) au paragraphe 1 du dispositif.

4. En ce qui concerne l'amendement de forme du Ghana (voir 1060^e séance, par. 22) au paragraphe 3 du dispositif, les auteurs préfèrent garder leur libellé en le modifiant légèrement de façon que le membre de phrase se lise: "exercer effectivement leur choix en décidant de la manière".

5. Après entente avec le représentant du Mexique, les auteurs ont décidé d'insérer l'amendement des Pays-Bas (A/C.2/L.885) au paragraphe 4 du dispositif en faisant précéder ce dernier d'un nouveau paragraphe incorporant le premier des deux amendements proposés par le Mexique (A/C.2/L.886) et ainsi conçu:

"Déclare que l'exploitation des ressources naturelles de chaque pays doit toujours être conforme à ses lois et règlements nationaux".

Les paragraphes 4 à 9 du projet seront donc numérotés de 5 à 10.

6. Les auteurs ne s'expliquent pas l'amendement du Mexique au paragraphe 8 du dispositif, puisque les commissions économiques régionales traitent d'ores et déjà du problème en question, et ils espèrent que la délégation mexicaine n'insistera pas sur cet amendement.

7. Ils font également appel au représentant de la RSS de Biélorussie pour qu'il n'insiste pas sur l'amendement qu'il a proposé au septième considérant (A/C.2/L.881), puisque le principe qui l'inspire est déjà implicite dans cet alinéa ainsi que dans le nouveau libellé du paragraphe 4 du dispositif.

8. Enfin, quant à l'amendement proposé au paragraphe 6 par la Bolivie (A/C.2/L.884) et modifié par la Syrie (voir 1060^e séance, par. 46), les auteurs en approuvent sans réserve le principe, mais n'ont pu se résoudre à l'inclure dans leur projet de résolution, où ils estiment qu'il n'a pas sa place.

9. M. GALLARDO MORENO (Mexique) indique que sa délégation retire son amendement au paragraphe 8 du dispositif, étant entendu que, dans le texte espagnol, le mot "examinen" sera remplacé par le mot "estudien".

10. En ce qui concerne le nouveau paragraphe du dispositif dont le représentant de la République arabe unie a donné lecture, la délégation mexicaine préférerait qu'il soit libellé comme suit: "Confirme le principe selon lequel l'exploitation des ressources naturelles sera toujours assujettie aux lois et dispositions applicables dans chaque pays".

11. M. LUBBERS (Pays-Bas) remercie les auteurs d'avoir accepté son amendement et se félicite de l'entente à laquelle il a pu aboutir avec le représentant du Mexique.

12. M. WARSAMA (Somalie) indique qu'il retire ses amendements.

13. M. PECHKOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) déclare qu'il maintient son deuxième amendement au septième considérant, tout en acceptant d'en éliminer le mot "complet"; il estime, en effet, que les capitaux étrangers sont ici traités dans un esprit différent de celui du reste du projet de résolution et qu'il importe de souligner le contrôle gouvernemental qui doit s'exercer sur eux.

14. M. ORTIZ SANZ (Bolivie) déclare qu'il maintient son amendement tel qu'il a été modifié par le représentant de la Syrie.

15. M. RAHNEMA (Iran) indique à l'intention du représentant du Mexique que les auteurs du projet peuvent accepter, dans le nouveau paragraphe du dispositif, de remplacer le mot "déclare" par le mot "confirme", mais qu'ils préfèrent leur libellé à celui que vient de lire le représentant du Mexique, car il exprime plus clairement que ce sont les lois et règlements des pays propriétaires des ressources qui doivent s'appliquer.

16. M. CHAMMAS (Liban) regrette que le représentant de la RSS de Biélorussie maintienne son deuxième amendement au septième considérant, car il estime que le projet révisé protège amplement les intérêts des pays en voie de développement et qu'il n'appartient pas aux Nations Unies de légiférer pour ces derniers; si cet amendement doit être mis aux voix, il propose que les mots "contrôle gouvernemental" soient remplacés par les mots "surveillance gouvernementale".

17. M. GALLARDO MORENO (Mexique) accepte le libellé proposé par les auteurs du projet pour le nouveau paragraphe du dispositif, le mot "déclare" étant remplacé par le mot "confirme".

18. M. KARIM (Afghanistan) craint qu'il ne soit difficile à certaines délégations, dont la sienne, d'approuver le deuxième amendement de la Biélorussie au septième considérant et il demande au représentant de ce pays s'il accepterait de n'ajouter à la fin de cet alinéa que les derniers mots de son amendement: "dans l'intérêt du développement national".

19. M. PECHKOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) déclare qu'il maintient son amendement dans son entier en acceptant toutefois la proposition du représentant du Liban.

20. M. Donald MACDONALD (Canada), expliquant son vote avant le scrutin, rappelle que, pays développé selon les critères internationaux, le Canada est cependant un importateur net de capitaux dans le domaine de la mise en valeur des ressources naturelles et que sa situation en cette matière est donc plus comparable à celle des pays en voie de développement. C'est grâce aux investissements étrangers que, malgré un climat et une topographie peu favorables, le Canada jouit d'un des revenus par habitant les plus élevés du monde et il espère continuer à bénéficier de ces investissements. S'il appartient à chaque pays de choisir son régime économique, les pays en voie de développement doivent, s'ils veulent accélérer leur croissance, s'efforcer d'attirer le plus grand volume possible d'investissements privés étrangers.

21. Pour assurer aux Canadiens et au Canada une part équitable des revenus provenant de leurs ressources naturelles, tout en maintenant l'équilibre avec le revenu que les investisseurs souhaitent tirer de leurs capitaux, le Canada s'est toujours efforcé: de retirer la plus grande contribution économique possible des investissements; de faire en sorte que les opérations des investisseurs correspondent aux grands objectifs sociaux; de faire aux Canadiens la place la plus large possible parmi les travailleurs et les cadres des entreprises étrangères; d'assurer la formation de Canadiens en matière de technique

et de recherche; d'assurer le règlement des conflits conformément à la politique canadienne plutôt qu'à celle du pays de l'investisseur; enfin, d'associer, dans toute la mesure possible, des capitaux canadiens aux capitaux étrangers. Ces principes sont énoncés dans une série d'instructions à l'intention des investisseurs.

22. La délégation canadienne n'aurait pas été en mesure d'approuver la première révision du projet de résolution (A/C.2/L.870/Rev.1), dont les dispositions risquaient, selon elle, de compromettre les intérêts des pays en voie de développement. Le sixième considérant, par exemple, préjugait une situation qui varie d'un pays à l'autre, car, dans certains cas, un pays peut tirer plus de profit de la mise en valeur de ses ressources naturelles si celles-ci sont exploitées par des investisseurs étrangers. Ce défaut a été corrigé dans le nouveau texte révisé, et la délégation canadienne est en mesure d'appuyer le sixième considérant, ainsi d'ailleurs que le septième, mais elle votera contre l'amendement de la RSS de Biélorussie à cet alinéa.

23. Le Canada préconise la participation la plus large possible des ressortissants du pays où ont lieu les investissements à tous les aspects de la mise en valeur des ressources et il attend des investisseurs étrangers qu'ils offrent des positions importantes à ces ressortissants dans leurs entreprises; il appuie donc sans réserve les paragraphes 4 et 5 du dispositif du projet révisé. La délégation canadienne n'aurait pas pu appuyer le paragraphe 4 sous sa forme antérieure, dans la mesure où il impliquait une renégociation de tous les actes de concession; elle estime en effet que, pour assurer la confiance indispensable aux investissements étrangers, tout accord librement conclu doit être respecté par les deux parties. L'amendement des Pays-Bas introduit fort heureusement au paragraphe 4 le respect des principes directeurs du droit international en matière de protection des droits contractuels. M. Macdonald ne voit aucun conflit entre cet amendement et celui du Mexique, et il appuiera le nouveau paragraphe du dispositif.

24. Tout en partageant le souci qui a inspiré l'amendement proposé par la Bolivie au paragraphe 6 du dispositif, il devra cependant s'abstenir en ce qui le concerne, estimant que cette idée dépasse le cadre du projet en considération et relève plutôt de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD), du Conseil économique et social ou même de la Deuxième Commission dans le cadre d'une question distincte.

25. La délégation canadienne votera en faveur du projet de résolution.

26. M. PARDO (Malte), expliquant lui aussi son vote, souligne que tous les Etats sont souverains et indépendants, que le droit qu'ils exercent sur leurs ressources naturelles ne peut être contesté et que, conformément au paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, les Nations Unies n'ont pas à intervenir dans la décision que doit prendre chaque Etat de mettre en valeur ses ressources naturelles lui-même ou à l'aide de capitaux étrangers, dans le cadre d'un régime socialiste ou d'un régime capitaliste.

27. La souveraineté permanente sur les ressources naturelles a déjà fait l'objet de beaucoup de résolutions de l'Assemblée générale, qui ne sont d'ailleurs pas toutes citées dans le projet de résolution, bien que celui-ci mentionne la résolution 1515 (XV), qui, portant sur l'action concertée en vue du développement économique, ne semble pas avoir de rapport avec la question à l'étude; l'Assemblée générale a notamment adopté à sa vingtième session la résolution 2131 (XX), dont le paragraphe 2 protège la souveraineté économique des Etats. Si le projet de résolution ne vise qu'à assurer l'exercice de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles, il est donc inutile. Par contre, les paragraphes 2 et 8 du dispositif du projet contiennent une implication très sérieuse, que la délégation maltaise ne saurait accepter, à savoir que les Etats Membres ne sont pas en mesure d'exercer leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles sans l'intervention des Nations Unies.

28. D'autre part, la délégation maltaise ne voit pas le rapport entre les parties A et B du projet de résolution. L'alinéa a du paragraphe 9, dans cette dernière partie, lui semble inutile puisqu'il ne fait que rappeler, sans utilité, le rôle de coordonnateur qui incombe au Secrétaire général; l'alinéa b peut être interprété de deux manières: ou bien le Secrétaire général doit convaincre les pays en voie de développement d'intégrer l'exploitation de leurs ressources naturelles dans leur programme général de développement — ce qui est indésirable, car chaque Etat doit être libre d'exploiter ses ressources au moment où il l'entend —, ou bien le Secrétaire général doit charger l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel de s'occuper de l'exploitation des ressources naturelles, ce qui ne ferait qu'amener à de nouvelles études globales sans grande utilité; en ce qui concerne l'alinéa c, la délégation maltaise attendra avec impatience le rapport qui doit être présenté à la vingt-troisième session de l'Assemblée.

29. Pour conclure, la délégation maltaise estime que le projet à l'étude est, au mieux, inutile et s'abstiendra lors du scrutin.

30. M. RAHNEMA (Iran) rappelle les efforts déployés par les auteurs du projet pour aboutir à un compromis et pour que leur texte repose sur un équilibre délicat; dans de telles conditions, tout en approuvant quant au fond les amendements de la RSS de Biélorussie et de la Bolivie, sa délégation s'estime tenue de s'abstenir lors du vote sur ces amendements.

31. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement de la Bolivie (A/C.2/L.884) au paragraphe 6 du dispositif du projet, tel qu'il a été modifié par le représentant de la Syrie.

Sur la demande du représentant de la Bolivie, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Malawi, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Malaisie, Mexique, Mongolie, Panama, Paraguay, Pérou, Pologne, Roumanie, Rwanda, Espagne, Soudan, Syrie, Thaïlande, Trinité et Tobago, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques so-

cialistes soviétiques, République-Unie de Tanzanie, Venezuela, Zambie, Argentine, Bolivie, Brésil, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo-Brazzaville, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, République Dominicaine, Equateur, El Salvador, France, Gabon, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Liban, Libye.

Votent contre: Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent: Malte, Mauritanie, Maroc, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Philippines, Portugal, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Suède, Togo, Turquie, République arabe unie, Haute-Volta, Yougoslavie, Afghanistan, Algérie, Australie, Autriche, Belgique, Birmanie, Burundi, Canada, Ceylan, République démocratique du Congo, Danemark, Ethiopie, Finlande, Ghana, Grèce, Guinée, Islande, Iran, Irak, Irlande, Japon, Koweït, Libéria, Luxembourg, Madagascar.

Par 58 voix contre 2, avec 47 abstentions, l'amendement, tel qu'il a été modifié, est adopté.

32. Le PRESIDENT met aux voix le deuxième amendement de la RSS de Biélorussie (A/C.2/L.881) au septième considérant, tel qu'il a été modifié par son auteur et par le représentant du Liban.

Par 35 voix contre 17, avec 53 abstentions, l'amendement de la RSS de Biélorussie est adopté.

33. Le PRESIDENT invite la Commission à passer au vote sur le projet de résolution révisé (A/C.2/L.870/Rev.2 et Corr.1), tel qu'il a été modifié.

34. M. KITTANI (Secrétaire de la Commission) rappelle que la délégation britannique a demandé la division sur le sixième considérant, ainsi que sur le paragraphe 3 et le nouveau paragraphe 5 du dispositif.

35. M. GUEIROS (Brésil) demande la division sur le paragraphe 9 du dispositif.

36. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) demande la division sur le nouveau paragraphe 4 du dispositif.

37. M. DELGADO (Sénégal) demande la division sur l'alinéa a du paragraphe 10 du dispositif.

38. Le PRESIDENT met aux voix le sixième considérant.

Sur la demande du représentant de l'Irak, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Côte d'Ivoire, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Pays-Bas, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Espagne, Soudan, Suède, Syrie, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda,

République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Venezuela, Yougoslavie, Zambie, Afghanistan, Algérie, Autriche, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo-Brazzaville, République démocratique du Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, El Salvador, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie.

Votent contre: néant.

S'abstiennent: Japon, Koweït, Malte, Nouvelle-Zélande, Arabie Saoudite, Afrique du Sud, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Argentine, Australie, Belgique.

Par 97 voix contre zéro, avec 10 abstentions, le sixième considérant est adopté.

39. Le PRESIDENT met aux voix le paragraphe 3 du dispositif.

Par 98 voix contre zéro, avec 7 abstentions, le paragraphe 3 du dispositif est adopté.

40. Le PRESIDENT met aux voix le nouveau paragraphe du dispositif (paragraphe 4).

Sur la demande du représentant de la République arabe unie, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Rwanda, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Espagne, Soudan, Suède, Syrie, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yougoslavie, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Autriche, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo-Brazzaville, République démocratique du Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, El Salvador, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie.

Votent contre: néant.

S'abstiennent: Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Belgique, Japon, Malte.

Par 101 voix contre zéro, avec 6 abstentions, le paragraphe 4 du dispositif est adopté.

41. Le PRESIDENT met aux voix le nouveau paragraphe 5 du dispositif.

Par 94 voix contre 4, avec 4 abstentions, le paragraphe 5 du dispositif est adopté.

42. Le PRESIDENT met aux voix le nouveau paragraphe 9 du dispositif.

Par 97 voix contre zéro, avec 6 abstentions, le paragraphe 9 du dispositif est adopté.

43. M. DELGADO (Sénégal) retire sa demande de division sur l'alinéa a du paragraphe 10 du dispositif, à condition qu'il soit tenu compte de l'opinion de sa délégation, qui pense que cet alinéa n'a pas sa place dans cette résolution, mais dans celle qui a trait au développement des ressources naturelles.

44. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution révisé (A/C.2/L.870/Rev.2 et Corr.1), tel qu'il a été modifié.

Sur la demande du représentant de l'Iran, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par Cuba, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, El Salvador, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Pays-Bas, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Espagne, Soudan, Suède, Syrie, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yougoslavie, Zambie, Afghanistan, Algérie, Autriche, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo-Brazzaville, République démocratique du Congo, Costa Rica.

Votent contre: néant.

S'abstiennent: Japon, Malte, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Argentine, Australie, Belgique.

Par 99 voix contre zéro, avec 8 abstentions, l'ensemble du projet de résolution révisé, tel qu'il a été modifié, est adopté.

M. Bolko (République socialiste soviétique d'Ukraine), vice-président, prend la présidence.

45. M. BRADLEY (Argentine), expliquant le vote de sa délégation, rappelle que, s'il n'a pas pris la parole sur cette question, il a fait connaître dans

sa déclaration générale (1037ème séance) la position de l'Argentine sur la question de la souveraineté en général et sur la façon dont elle doit s'exercer concernant l'exploitation des ressources naturelles. Chaque Etat interprète comme il l'entend la souveraineté, notion juridique absolue, inaliénable, imprescriptible, que seule peut limiter la volonté du peuple exprimée par ses élus et sa législation; et ce, exclusivement en fonction de ses intérêts, sans que quiconque puisse discuter cette interprétation. L'Argentine a été fidèle à ce principe depuis son accession à l'indépendance, y compris en ce qui concerne l'exploitation de ses ressources naturelles et les autres éléments de sa vie économique, sociale et politique, et elle continuera à agir de la sorte. Elle a accepté l'aide de capitaux étrangers dans l'intérêt de son développement et compte le faire à l'avenir chaque fois qu'elle y trouvera son compte, dans le respect de l'équité.

46. La délégation argentine estime que certains considérants et la plupart des paragraphes du dispositif de la résolution, ainsi que la plupart des amendements, expriment des points de vue sur la meilleure façon d'exploiter les ressources naturelles, notamment dans les pays en voie de développement et sur les conditions dont devrait être assorti le recours aux capitaux privés étrangers. Sans se prononcer sur la valeur de ces points de vue, la délégation argentine voit dans le fait de les exprimer une atteinte à la souveraineté, et c'est pourquoi elle s'est abstenue sur tous les considérants, paragraphes et amendements qui peuvent avoir une incidence sur la souveraineté. En revanche, elle a voté pour ceux qui confirment la notion de souveraineté. Son abstention lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution découle logiquement de sa position de principe.

47. M. SADI (Jordanie) dit que, malgré ses réserves sur certaines expressions, sa délégation a voté pour la résolution dans un esprit de compromis et de solidarité avec les délégations des pays en voie de développement. Il estime que le texte auquel la Commission s'est ralliée en fin de compte est raisonnablement équilibré.

48. M. FRANCO (Colombie) dit qu'il est évident que tous les Etats indépendants ont un droit imprescriptible à la souveraineté et à définir, dans le cadre de leurs dispositions constitutionnelles et législatives, les conditions de leur recours aux capitaux privés étrangers en vue de l'exploitation des ressources naturelles du pays. La résolution adoptée pêche par excès quand elle réaffirme un droit reconnu, risquant par là de créer l'impression dans l'opinion publique que les auteurs du projet de résolution visent d'autres buts, ce qui serait préjudiciable aux pays en voie de développement désireux d'obtenir des capitaux privés pour leur développement. La délégation colombienne interprète le paragraphe 4 du dispositif, notamment comme définissant le droit des pays en voie de développement à obtenir une participation équitable aux bénéfices tirés de l'exploitation de leurs ressources naturelles à l'aide de capitaux étrangers, et non comme une étape vers la nationalisation.

49. La résolution n'accorde pas assez d'importance à la coopération internationale envisagée par la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale et aux principes définis par l'UNCTAD. Comme le représentant du Canada, M. Franco est convaincu des avantages que comporte la coopération internationale sous forme d'investissement de capitaux privés étrangers pour la mise en valeur des ressources naturelles des pays en voie de développement, dans le cadre de la législation de ces derniers. C'est dans cet esprit que la délégation colombienne a voté pour la résolution, bien que celle-ci ne la satisfasse pas entièrement.

50. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation a été obligée de s'abstenir lors du vote sur la résolution, bien qu'elle soit d'accord avec nombre de ses éléments, qu'elle approuve la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale, qu'elle reconnaisse l'importance de la mise en valeur des ressources naturelles, la nécessité de pousser au maximum la croissance économique des pays en voie de développement, et qu'elle soit en faveur de la liberté pour les pays en voie de développement de choisir la manière de mettre en valeur et de commercialiser leurs ressources. Chaque pays doit avoir une part équitable à l'administration et aux bénéfices des entreprises étrangères opérant sur son territoire, qui, de leur côté, doivent donner une formation professionnelle à la main-d'œuvre locale. En outre, les pays en voie de développement doivent pouvoir obtenir capitaux et connaissances techniques et sont justifiés à créer leurs organismes de commercialisation.

51. Mais la résolution pêche par excès et risque de porter préjudice aux pays en voie de développement. C'est pourquoi la délégation des Etats-Unis a été obligée de s'abstenir et même de voter contre le paragraphe 5 du dispositif, qui semble reconnaître un "droit" particulier aux pays en voie de développement à accroître leur participation à l'administration et aux bénéfices provenant de l'exploitation de leurs ressources naturelles effectuée entièrement ou partiellement avec l'aide de capitaux étrangers. Ce "droit" est limité dans une certaine mesure par l'amendement des Pays-Bas, mais on n'a pas reconnu de manière appropriée le fait qu'aucun pays ne peut se dérober à ses obligations découlant de la coopération économique internationale et d'accords conclus librement. Dans certains cas, l'accroissement de la participation se justifie; dans d'autres, non, en fonction notamment des aspects économiques de chaque situation et des accords conclus.

52. M. Roosevelt estime que le représentant de Malte a présenté une remarquable justification de son abstention, et il se demande si la Commission a réellement accompli grand-chose dans une perspective à longue échéance.

53. La délégation des Etats-Unis a voté contre l'amendement de la Bolivie, parce qu'elle estime qu'il traitait d'une manière par trop simplifiée d'une question extrêmement complexe. La commercialisation des produits primaires n'est pas décidée uniquement en fonction des besoins en devises des pays en voie de développement affectés. M. Roosevelt espère que la

discussion de cette question à l'UNCTAD permettra de clarifier et de préciser la situation.

54. Sur le paragraphe 4, proposé par la délégation mexicaine, la délégation des Etats-Unis a été obligée de s'abstenir malgré la position essentiellement positive qu'elle avait à cet égard, car elle a estimé que cet amendement n'allait pas assez loin et n'était pas suffisamment explicite.

55. M. Roosevelt dit également la préoccupation que lui cause la dernière phrase du paragraphe 5 du dispositif, dont la formulation est inacceptable du point de vue juridique, notamment en ce qui concerne les droits et obligations des gouvernements dans le cadre du droit international. Cette phrase semble sous-entendre certaines choses qui n'étaient pas dans l'esprit des auteurs du projet de résolution. Le paragraphe 5 risque de décourager le courant de capitaux étrangers publics et privés vers les pays en voie de développement, courant qui devrait être, au contraire, accru dans l'intérêt du développement.

56. C'est pourquoi, malgré tous ses efforts pour aboutir à un accord, la délégation des Etats-Unis n'a pas pu voter pour une résolution qui, à son avis, n'est pas dans l'intérêt des pays en voie de développement eux-mêmes. Elle tient à rappeler qu'aucun pays dans l'histoire n'a montré plus de souci pour le bien-être des habitants d'autres pays que les Etats-Unis, qui se proposent de continuer à manifester cette sollicitude de manière concrète.

57. M. ABE (Japon) dit que sa délégation sait bien que certains pays en voie de développement se heurtent encore à de graves difficultés lorsqu'ils ont à faire face à la situation provoquée par l'exploitation de leurs ressources naturelles par les investisseurs étrangers. Aussi comprend-il parfaitement les intentions réelles des pays en voie de développement intéressés, et il a noté leurs déclarations selon lesquelles l'objectif de la résolution n'est pas de décourager les capitaux étrangers, mais de trouver des moyens plus efficaces pour que ces pays en voie de développement, tout en exerçant librement leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles compte dûment tenu des intérêts légitimes des investisseurs étrangers, puissent augmenter dans l'intérêt de leur propre développement le courant de capitaux étrangers.

58. Si la résolution traduisait avec précision les intentions réelles de ses auteurs, ce texte, combiné avec la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale, aurait pu constituer un ensemble de principes qui aurait favorisé davantage la coopération internationale pour l'exploitation des ressources naturelles sur une base plus stable et plus équitable. Sous sa forme actuelle, ce texte ne donne pas satisfaction à la délégation japonaise. En particulier, le paragraphe 5 du dispositif peut provoquer des répercussions défavorables de la part des investisseurs étrangers. La délégation japonaise a voté contre ce paragraphe et s'est abstenue sur l'ensemble du projet.

59. M. PIÑERA (Chili) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution, qui traduit fidèlement la position du Gouvernement chilien. Le Gouvernement chilien estime, en effet, que les apports de capitaux privés étrangers jouent un rôle positif en venant

renforcer les efforts déployés par les pays en voie de développement pour mettre en valeur leurs ressources naturelles. Ces apports doivent cependant s'inscrire dans un certain cadre constitutionnel arrêté par les pays bénéficiaires. Il y a 25 ans, les mines de cuivre chiliennes étaient la propriété exclusive de sociétés étrangères. Le Chili a depuis profondément modifié le régime de la propriété du cuivre. Sans procéder à des expropriations, l'Etat a acquis des parts majoritaires dans les sociétés minières en dépit des conseils prodigués par les pays industriels intéressés.

60. Abordant l'amendement soumis par la Bolivie, en faveur duquel a voté sa délégation, M. Piñera note que l'histoire de l'exploitation de l'étain dans ce pays est bien connue. Il a été non seulement impossible de stabiliser les prix de l'étain, au demeurant fort bas, mais les salaires des mineurs boliviens étaient dérisoires, alors qu'une heure de travail d'un mineur rapportait un à deux dollars aux sociétés étrangères. Le projet de résolution tient compte de l'évolution profonde que connaissent les investissements étrangers dans les pays en voie de développement.

61. M. TADJO (Côte d'Ivoire) dit que sa délégation a voté pour les amendements présentés par le Mexique et par la Bolivie, ainsi que pour l'ensemble du projet, mais s'est abstenue sur l'amendement soumis par la RSS de Biélorussie. S'agissant de l'amendement bolivien, la délégation ivoirienne se serait abstenue si la Bolivie n'avait pas accepté le sous-amendement proposé par la Syrie et appuyé par la France.

62. Sans méconnaître les dangers politiques et économiques liés à l'écoulement de stocks non commerciaux de produits de base détenus par les pays développés, la délégation ivoirienne estime qu'il est erroné d'en déduire la nécessité de donner libre cours au jeu de l'offre et de la demande. Les stocks en question ne seront pas abolis pour autant, et leurs détenteurs pourront, comme dans le cas du caoutchouc naturel — face au caoutchouc synthétique produit par les pays développés — comme dans celui du coton, de l'étain, etc., mettre en danger l'économie de régions entières. Faute d'accords relatifs aux prix des produits de base, l'amendement bolivien risque de n'être qu'un vœu pieux. L'amendement présenté par la RSS de Biélorussie peut avoir, quant à lui, des conséquences néfastes pour les pays en voie de développement qui désirent s'assurer le concours de capitaux étrangers sans recourir à des mesures législatives de nature à indisposer les investisseurs. L'amendement mexicain leur assure d'ailleurs la protection dont ils pourraient avoir besoin à cet égard.

63. M. HOGENDORP (Pays-Bas) dit que les raisons du vote de sa délégation en faveur du projet de résolution ont été préfigurées par M. Bot, ministre des Pays-Bas chargé de l'aide au développement, dans sa déclaration du 18 octobre 1966. M. Bot a souligné alors qu'il était possible d'élaborer ce qu'il a appelé une charte du développement, dont certains éléments existent déjà, afin d'établir sur une base solide les politiques internationales du développement et réduire ainsi l'écart entre les pays développés et les pays

en voie de développement. La résolution est un pas vers l'élaboration d'un code détaillé de ce genre et elle représente, en dépit de ses objectifs limités, une contribution de valeur à la Décennie des Nations Unies pour le développement. Nombre de problèmes qu'elle essaie de résoudre intéressent directement le Royaume des Pays-Bas et plus spécialement le Surinam et les Antilles néerlandaises; c'est pourquoi la délégation néerlandaise se félicite de la référence à "tous les pays" au paragraphe 5 du dispositif. Elle n'a jamais partagé les craintes au sujet des tendances à l'autarcie qui se sont fait jour lors de l'examen du sixième considérant et du paragraphe 3 du dispositif. En effet, le paragraphe 2 du dispositif place les efforts visant à assurer l'exploitation et la commercialisation des ressources des pays en voie de développement par ces pays eux-mêmes dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, dont la Charte n'est pas un document de nature à encourager l'autarcie économique.

64. Le paragraphe 5 a donné lieu à de longs et difficiles débats. Certains ont vu dans ce paragraphe une tentative pour dénoncer les accords et les contrats en vigueur entre les gouvernements et les investisseurs étrangers. Rien d'abord ne suggère que les dispositions de ce paragraphe auront une valeur rétroactive. Qui plus est, l'amendement des Pays-Bas se réfère, en l'occurrence, aux pratiques contractuelles mutuellement acceptables. Or, une de ces pratiques consiste à prévoir des clauses de révision. L'idée maîtresse du projet est que les pays en voie de développement ont le droit d'améliorer leur position de négociation.

65. M. DJOUDI (Algérie) dit que sa délégation, qui a voté pour l'ensemble du projet, s'est abstenue sur l'amendement de la Bolivie sans en méconnaître pour autant la valeur intrinsèque. En effet, cet amendement serait à sa place dans un projet de résolution relatif aux problèmes du commerce mondial, et la délégation algérienne n'hésiterait pas à l'appuyer dans un tel contexte. Le texte de la résolution est l'aboutissement d'une somme d'efforts de coopération et de conciliation qui ont notamment permis d'introduire la notion essentielle d'équité.

66. M. DE GRAUW (Belgique) dit qu'en dépit des améliorations apportées par les auteurs au texte du projet la délégation belge n'a pas pu revenir sur sa décision de s'abstenir lors des votes par division et du vote sur l'ensemble de la résolution. En effet, la résolution ne paraît pas suffisamment élaborée, ni suffisamment étudiée, notamment en ce qui concerne certaines de ses incidences juridiques. La confusion de certains paragraphes, en particulier du paragraphe 5 du dispositif, n'est pas de nature à faciliter la réalisation des objectifs poursuivis par les auteurs. Enfin, le texte final omet un certain nombre de principes touchant le respect des conventions librement conclues et les garanties accordées aux capitaux investis.

67. La délégation belge considère, en outre, que le texte de la résolution n'accorde pas l'importance qu'elles méritent à plusieurs normes relatives à la coopération internationale et à certaines règles de protection internationale. En particulier, le paragraphe 5, dans sa formulation actuelle, paraît débord-

der sur le domaine réservé des Etats souverains. Il appartient, en effet, à chaque gouvernement de formuler sa politique et d'élaborer sa législation selon ses conceptions économiques et l'idée qu'il se fait de ses propres intérêts. Il est abusif de voir les Nations Unies proclamer des droits qui ne pourraient exister que dans certaines législations nationales pour autant que les gouvernements intéressés décident de les y insérer.

68. La délégation belge a voté contre l'amendement de la RSS de Biélorussie parce qu'elle estime que cette proposition constitue une atteinte aux principes du domaine réservé des Etats et qu'il appartient à chaque gouvernement d'établir ou non un système de contrôle sur les capitaux étrangers investis sur son territoire. Elle s'est abstenue sur l'amendement de la Bolivie parce que le problème qu'il soulève n'est qu'un aspect particulier de l'organisation des marchés des produits de base, qui est étudiée par l'UNCTAD et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. La Belgique a toujours évité de se rallier à des considérations générales portant sur l'ensemble des matières premières et a marqué sa préférence pour une étude sélective produit par produit. La délégation belge a examiné avec sympathie les divers amendements présentés par le Mexique et les Pays-Bas. Toutefois, leur insertion dans le texte du projet ne constituait pas une amélioration suffisante pour lui permettre d'accepter les paragraphes où ils ont été inclus.

M. Reisch (Autriche), rapporteur, prend la présidence.

69. M. O CLERIGH (Irlande) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution parce qu'elle estime que les pays en voie de développement ont, comme tous les autres pays, le droit d'exercer leur souveraineté nationale. Celle-ci étant indivisible s'exerce tant dans le domaine économique que dans le domaine politique. Toutefois, le principe de la souveraineté n'exige ni n'impose l'adoption d'aucune politique économique déterminée. On a souvent constaté que la pénurie de capitaux extérieurs est un des principaux obstacles au progrès économique des pays du tiers monde. Dès lors, il importe que ces pays adoptent des politiques de nature à attirer les investissements étrangers, pour autant qu'ils en ont besoin. Certes, un Etat souverain a le droit et le devoir de veiller à ce que ses ouvriers ne soient pas exploités ni ses ressources pillées. Cependant, comme l'a rappelé le Ministre des affaires étrangères de l'Irlande devant l'Assemblée générale lors de la quinzième session (890ème séance plénière), si cet Etat s'arroge le droit de confisquer les capitaux étrangers sans indemnisation, ses ressources ne seront pas mises en valeur ou bien elles le seront, comme dans le cas de l'Union soviétique, au prix de lourds sacrifices et de souffrances prolongées de la population; ou bien encore, elles seront exploitées grâce aux investissements d'un Etat étranger, mettant ainsi en danger l'indépendance du pays bénéficiaire.

70. M. NEDIVI (Israël) dit que sa délégation n'a pas pris part à la discussion générale, car elle ne croit pas qu'il soit nécessaire de réaffirmer le principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, qui ne saurait être mise en cause.

Elle a voté en faveur du projet de résolution pour témoigner de sa sympathie pour le point de vue des autres pays en voie de développement. La délégation israélienne s'oppose néanmoins à la référence au Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth et se réserve le droit de soulever à nouveau cette question en temps voulu.

71. M. KADLEC (Tchécoslovaquie) déclare que si l'amendement des Pays-Bas avait fait l'objet d'un vote séparé sa délégation ainsi que celles des autres pays socialistes auraient voté contre cet amendement. Le vote des pays socialistes doit être interprété comme une réaffirmation du sens initial de l'ancien paragraphe 4 du dispositif. La notion de pratiques contractuelles mutuellement acceptables doit être à son tour interprétée comme protégeant les intérêts des pays en voie de développement.

72. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) dit que sa délégation a voté contre le paragraphe 5 du dispositif et s'est abstenue sur le sixième considérant, le paragraphe 3 et le paragraphe 4 du dispositif ainsi que sur l'ensemble de la résolution. En ce qui concerne le paragraphe 4 du dispositif, la délégation britannique fait siennes les observations du représentant des Etats-Unis. En effet, le projet n'a pas le caractère équilibré de la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale, et certaines de ses dispositions s'écartent des principes énoncés au paragraphe 8 du dispositif de cette résolution. En s'abstenant sur l'ensemble du projet, la délégation britannique a voulu souligner, dans l'intérêt général, qu'il importe de tenir dûment compte des obligations existantes et des règles pertinentes du droit international.

73. Le représentant du Royaume-Uni note avec satisfaction que de nombreuses délégations des pays en voie de développement ont déclaré qu'elles ne souhaitent pas décourager les investissements de capitaux privés étrangers dans leurs pays. Il exprime l'espoir que ces prises de position permettront de rassurer les investisseurs étrangers malgré l'absence de garanties adéquates dans le texte de la résolution. En effet, l'aide multilatérale fournie par les organismes des Nations Unies existants ou à créer ne saurait remplacer les apports actuels de capitaux étrangers.

74. La délégation britannique a voté contre l'amendement de la Bolivie tout en comprenant bien le motif qui l'a inspiré. Il semble, en effet, que cet amendement soit déplacé dans une résolution de ce genre. Qui plus est, par sa formulation imprécise, il paraît remettre en question les accords existants sur les produits de base, y compris ceux qui ont été conclus avec le plein accord des pays en voie de développement.

75. M. INGRAM (Australie) dit que les pays en voie de développement ont souvent une position de négociation désavantageuse et que leur participation aux bénéfices et à la gestion n'est pas toujours suffisante. L'Australie, dont l'expérience dans le domaine de l'exploitation des ressources naturelles est, à maints égards, analogue à la leur, tient le plus grand compte des aspirations des pays du tiers monde et sa législation encourage les entreprises privées australiennes à investir des capitaux dans des entreprises mixtes à l'étranger. Cependant, les capitaux et les compétences étrangères sont essentiels aussi à l'exploitation efficace des ressources naturelles, et M. Ingram se dit impressionné par le nombre élevé de représentants des pays en voie de développement ayant souligné que rien ne devait être fait qui puisse effrayer les investisseurs étrangers. Toutefois, la résolution ne tient pas suffisamment compte de ces exigences de la vie économique. Le texte, qui tend à mélanger les considérations juridiques et économiques, est bien moins clair que ce qu'il croit être les intentions de la Commission, et cet état de choses a incité la délégation australienne à s'abstenir lors du vote sur l'ensemble du projet. En ce qui concerne l'amendement de la Bolivie, M. Ingram estime qu'il serait mieux à sa place dans une résolution spéciale de l'Assemblée générale ou de l'UNCTAD.

76. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), exerçant son droit de réponse, estime que le représentant de l'Irlande a fait des capitaux étrangers un remède universel contre le sous-développement et la seule clef pouvant ouvrir les portes d'un nouveau paradis. Il a notamment prétendu que les souffrances subies par les peuples de l'Union soviétique étaient imputables au fait qu'elle n'avait pas fait appel à ces capitaux. Une telle théorie est totalement étrangère à l'analyse scientifique et ne tient pas compte des faits. Nul n'ignore, en effet, que ce sont les menées agressives de l'impérialisme et du fascisme qui sont à l'origine des souffrances qu'a connues l'Union soviétique. En revanche, c'est parce qu'elle n'a pour ainsi dire pas utilisé les capitaux étrangers que l'Union soviétique a pu édifier une puissante économie qui répond tant à l'intérêt de sa population qu'à celui de la communauté internationale. Les capitaux étrangers, très faibles, investis à l'heure actuelle en URSS sont soumis à un strict contrôle gouvernemental.

77. M. O CLERIGH (Irlande) estime qu'il a été mal compris par le représentant de l'Union soviétique. De l'avis de sa délégation, les Etats souverains qui ont besoin de capitaux étrangers doivent être à même de les obtenir.

La séance est levée à 18 h 25.